

## La voix de l'Opposition de gauche

Il fait le Lepaon pour camoufler la collusion  
qui existe entre les dirigeants de la CGT, le gouvernement et le patronat.

**10.02.2013**

Pour lui l'accord patronal infâme du 11 janvier serait seulement "*très mauvais*".

Dans ces conditions, il est normal qu'il s'en remette aux députés qui ont voté le TSCG, la "*règle d'or*", adopter le budget 2013 d'austérité, soutenus la guerre contre le peuple malien, etc. commettant une contrevérité en affirmant qu'ils ont été "*élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas*", désolé, dans le programme de Hollande figurait l'engagement de prendre des mesures pour renforcer "*la compétitivité des entreprises*" afin de relancer la "*croissance*", autrement dit en faveur du patronat contre les travailleurs, ce qui figure effectivement dans l'accord du 11 janvier, contrairement à ce que dit Lepaon, Hollande a respecté à la lettre ses engagements.

Que Lepaon s'emploie à le camoufler parce qu'il soutient le gouvernement et le patronat, nous comprenons, nous ne sommes pas dupe.

- Le futur secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon lance une charge contre la politique menée par le gouvernement, estimant que le président François Hollande "*s'inscrit dans la suite de Sarkozy*", dans une interview au Journal du dimanche.

A la question de savoir si le chef de l'Etat mène une politique libérale, il répond: "*Peu importe le vocabulaire. Hollande s'inscrit dans la suite de Sarkozy, il considère, lui aussi, que le travail est un coût qu'il faut baisser*".

"*Le gouvernement a ainsi trouvé 20 milliards d'euros pour les entreprises après un coup de fil de (la patronne du Medef) Laurence Parisot et il a refusé d'augmenter le Smic. C'est l'inverse des engagements de campagne sur la justice sociale*", dit-il en référence au crédit impôt compétitivité.

Dans cette interview, le successeur désigné de Bernard Thibault dénonce à nouveau l'accord sur la sécurisation de l'emploi qu'il qualifie de "*très mauvais*".

"*Le gouvernement s'était engagé à ce que le CDI redevienne la norme, à favoriser l'accès des jeunes à l'emploi, à sécuriser le travail. Mais avec cet accord, les employeurs ont sécurisé les licenciements, les salariés n'ont aucune garantie sauf celle de voir leur salaire baisser et de renoncer aux recours juridiques*", dénonce-t-il.

Il appelle les députés de la majorité, "*élus sur la base d'un programme électoral que l'accord ne respecte pas*" à ne pas le transcrire dans la loi et réclame "*une autre négociation (...) contre la précarité et pour une vraie politique industrielle*".

Dans cet entretien, M. Lepaon tacle également son futur alter ego à la CFDT, Laurent Berger pour avoir jugé la CGT coresponsable de la fermeture du site de Goodyear à Amiens Nord, estimant ses propos "*indignes*".

*"Quand on est syndicaliste, on ne met pas au même niveau les victimes et les assassins, les salariés qui se battent et les multinationales qui font des profits. C'est une erreur de jeunesse. Pour dire cela, il ne faut pas avoir vécu un seul plan de restructuration dans sa vie", lance M. Lepaon.*

Le syndicaliste réaffirme également la nécessité de légiférer contre les licenciements dits boursiers *"pour que l'État ne laisse pas les groupes industriels faire seuls l'aménagement et surtout le déménagement de notre territoire"*.

Là encore, il lance une pique contre le gouvernement estimant que *"l'État ne fait qu'accompagner les restructurations"* et n'a *"pas de politique industrielle"*. (La CGT fait exactement la même chose, comme tous les syndicats d'ailleurs. - ndlr)

*"Comme le précédent gouvernement, quand on leur demande où sont les priorités, aucun ministre ne sait répondre"*, dit-il. (Cela saute aux yeux : les intérêts des capitalistes. - ndlr)

Quant aux craintes d'une radicalisation des conflits sociaux, il estime qu'*"en publiant une circulaire d'alerte, (le ministre de l'Intérieur Manuel) Valls souffle sur les braises"* et *"entretient un processus de provocation pour assimiler les salariés aux casseurs"*. Les services de renseignement de la police ont reçu récemment une instruction de suivre *"au plus près"* les entreprises en difficulté afin d'éviter une *"radicalisation"* des mouvements sociaux.

*"Notre volonté, ce n'est pas de casser, c'est d'améliorer le sort des salariés"*, assure M. Lepaon, notant qu'*"un conflit social est par nature d'une grande gravité. Il y a la détresse, la désespérance des salariés. Tout est réuni pour qu'il y ait des débordements"*. AFP 09.02

Traduisez *"ce n'est pas de casser"*, ce n'est pas exproprier les capitalistes. Il manie l'opportunisme et le gauchisme le plus vulgaire fournissant un prétexte à Valls pour matraquer les ouvriers. Les stalinienens n'ont jamais agi autrement dans le passé.